

CANDIDATURE
P. S. U.

Michel POENSIN

Joël LE PAGE

Suppléant

**Candidats du Parti Socialiste Unifié et de la Gauche Nouvelle
pour le Socialisme dans la Liberté**

Chers Compatriotes,

Notre pays vient de traverser une très grave crise. Par leur imprévoyance, leur refus permanent de répondre aux légitimes besoins des jeunes, des travailleurs et agriculteurs, leur incapacité à réaliser les indispensables et profondes réformes, **NOS GOUVERNANTS SONT RESPONSABLES.**

Le candidat du Pouvoir est bien mal placé pour dire maintenant « Oui au progrès... non à l'anarchie ».

- 2 millions de salariés (soit avec leur famille 5 à 6 millions de personnes) bénéficiant de la revalorisation du SMIG et du SMAG, **arrachée par la grève** ne gagneront que 520 F par mois.

Est-ce le progrès social ?

- Les revenus bruts déclarés par les contribuables varient de 1 à 700 (chiffres officiels du ministère des Finances).

Est-ce la justice sociale ?

- Un tiers des effectifs d'une classe de 40 élèves est sacrifié, et, en province surtout, les conditions d'un bon travail scolaire font défaut.

Est-ce l'égalité des chances ?

- Des vieillards, des handicapés ne peuvent disposer de ressources et d'équipements suffisants.

Est-ce reconnaître leur dignité ?

- Mais la **FORCE DE FRAPPE** nous ruine inutilement.

Est-ce une politique de paix ?

**Assurément la société, que défendent les hommes du pouvoir est la
SOCIÉTÉ DU DESORDRE ET DE L'INJUSTICE !**

LES CENTRISTES admettent aussi cette société, eux qui rejoignent trop souvent la majorité dans les choix économiques essentiels (Budgets, Plans, etc...).

Quel remède magique le pouvoir nous propose-t-il ? **Une soit-disant « participation »...** au capitalisme, qui, de l'aveu du chef de l'Etat lui-même, est néfaste (réponse à Michel DROIT).

Mais,

- L'Assemblée Nationale que nous venions d'élire l'an dernier a été aussitôt mise en congé, le gouvernement s'assurant des pouvoirs spéciaux pour procéder par ordonnances.

Est-ce cela la participation ?

- Les locataires HLM élisaient des représentants aux Conseils d'Administration des Offices. Ils ne le peuvent plus...

Est-ce cela la participation ?

- Les salariés étaient majoritaires dans les organismes de Sécurité Sociale. Ils ne le sont plus. Ils étaient élus, ils sont désormais nommés.

Est-ce cela la participation ?

- Les organismes régionaux ne sont que consultatifs et leurs membres sont nommés par le pouvoir.

Est-ce cela la participation ?

La crise présente n'est pas seulement politique, elle met en cause tout un régime de vie.

Elle exprime la volonté de millions de Français de ne plus être considérés comme des sujets dans une société dure, inhumaine et conservatrice de privilèges, mais de jouer pleinement leur rôle dans une société qui soit la leur.

*Pierre MENDES FRANCE
19 Mai 1968*

Nous proposons :

► POUR LA JUSTICE SOCIALE : **Mettre l'économie au service des hommes.**

- Priorité à la revalorisation des **bas salaires**.
- Mesures économiques et financières immédiates pour **sauvegarder les avantages sociaux** conquis par les luttes syndicales.
- **Abrogation des ordonnances** anti-sociales.
- **Garantie de l'emploi et des ressources** (supprimant le « Volant de chômeurs » régulateur !).
- **Contrôle des travailleurs** sur la marche des entreprises (organisation du travail, investissements...)
- Prise en considération des **besoins** particuliers de **l'agriculture de montagne et des sports d'hiver populaires**. Planification de l'implantation de petites et moyennes entreprises, essentielles en Savoie pour les emplois existants et à créer.

► POUR L'ÉGALITÉ DES CHANCES ET UNE FORMATION PERMANENTE : **Transformer l'Université**

- **Gestion des Etablissements** Scolaires et Universitaires avec participation des parents d'élèves, des étudiants et des enseignants, dans le cadre d'une école laïque, unique, ouverte à tous.
- Réduction des effectifs par classe pour la **rénovation des méthodes** d'enseignement.
- Indépendance des **MOYENS D'INFORMATION (ORTF)** et de la culture

► CONTRE TOUS RISQUES DE DICTATURE : **Participation de tous aux responsabilités à tous les niveaux.**

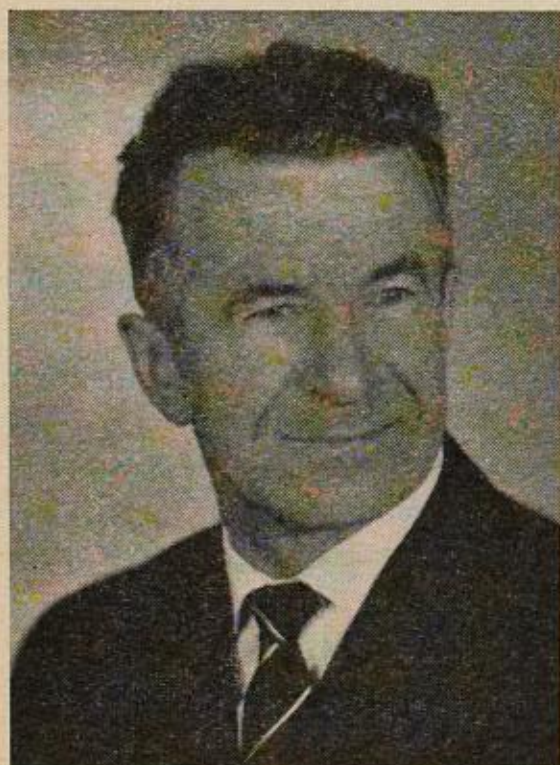
- Décentralisation effective de tous les pouvoirs.
- Autonomie réelle et gestion démocratique des nouvelles collectivités locales et régionales.

Contre le retour de crises nouvelles, inévitables si les mêmes hommes restent au pouvoir.

Pour la Paix Sociale fondée sur la Justice Sociale

Pour le développement de tous les Peuples et la Paix Internationale.

Deux hommes en liaison constante avec des équipes de militants dynamiques sollicitent vos suffrages



Michel POENSIN

(candidat)
Professeur

Conseiller Municipal de COGNIN
48 ans - Père de 3 enfants

Joël LE PAGE

(suppléant)
Ingénieur
Syndicaliste
34 ans - Père de 3 enfants



Vu : les candidats